

# Introduction

Unité et absence d'unité de l'Italie :  
un profil

Mario ISNENGHI

Que le lecteur français tienne compte avant tout des différences profondes qui caractérisent les cheminements historiques respectifs de l'Italie et de la France. Je dis bien *Italie*, ce qui sous-entend qu'il existe une Italie avant l'Italie, c'est-à-dire non seulement une Nation avant l'État national (le royaume d'Italie ne naît qu'en 1861), mais également des éléments et des ferments de représentation ainsi que des auto-représentations unitaires, avant même que ne se forme, entre le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, toute idée de nation. Ces éléments sont sous-jacents aux États préunitaires ; ils renvoient à des périmètres différents et à des espaces – culturels, professionnels, ludiques, etc. – plus vastes que ceux délimités par les frontières et les douanes intérieures.

## L'ITALIE AVANT LE ROYAUME D'ITALIE

Cela fait des siècles<sup>1</sup> que l'on discute pour savoir en quoi consiste réellement cette unité péninsulaire supposée, quel est son poids réel (et pour qui), surtout depuis que ces évocations unitaires – tout particulièrement sous la poussée de la Révolution française et de Napoléon – ont commencé à se transformer en projet politique. Mais pour autant qu'elles peuvent avoir du poids, ce qui pèse tout aussi fortement sont la division politique, les fractures territoriales, la variété des dynasties, les formes institutionnelles et les codes ; sans oublier des siècles de guerres et de conflits entre Italiens<sup>2</sup>. Avant la *patrie* propre au XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas de grand État unitaire, sinon national du moins absolu, patrimoine du souverain et néanmoins en mesure de jouer le rôle de fondement solide pour le sentiment national à venir, constituant pour la suite des générations des liens et des formes de communauté, qu'elles soient territoriales ou d'un autre type. Rome et Naples, Florence et Turin, Milan et Venise sont économiquement, politiquement et militairement en concurrence dans le cadre de cet espace italien par ailleurs

---

1. Pour une synthèse solide, cf. les essais de R. Romano recueillis en un volume dans *Paese Italia. Venti secoli di identità*, Rome, Donzelli, 1994.

2. Je pourrais dire « italo-italiens », par analogie avec la formule des conflits « franco-français ».

perçu comme unitaire. Nous sommes bien loin des différences régionales de la Bretagne, de la Provence ou d'autres zones qui, en France, cultivent des identités propres, au-delà de la suprématie parisienne. Il n'y a jamais eu un Paris italien. Rome n'est pas Paris, et ne l'a jamais été ; et elle l'est encore moins durant la période d'unification nationale. Quand le mouvement se propage, comme il est ordinaire, à partir d'une multiplicité de centres, il trouve un facteur de centralisation diplomatique et militaire dans l'un des sept États préunitaires – le Piémont, l'ancien duché de Savoie, désormais promu au statut de royaume de Sardaigne – et en Rome, à la fois ressource symbolique et – en tant que capitale de l'État pontifical du pape-roi – principal noyau de résistance intérieure. Situation plus difficile à gérer, et qui se prolongera dans le temps, que l'Empire des Habsbourg lui-même, c'est-à-dire que la domination de la péninsule par cette Autriche à laquelle le congrès de Vienne a destiné la péninsule, où elle règne directement, comme dans le royaume lombardo-vénitien (avec Milan et Venise), ou indirectement, par des branches collatérales de la dynastie, à travers de petits États satellites tels que le grand-duché de Toscane (avec Florence) et les duchés exigus de Modène, de Parme et de Plaisance ; de Naples à Palerme, dans le royaume des Deux-Siciles, règnent en revanche les Bourbons. Mais en 1821, la politique de la Sainte-Alliance autorisera la puissance « mandataire » (c'est-à-dire les troupes autrichiennes) à rétablir l'ordre « légitime » de la Restauration à Naples, et ce jusqu'à Turin, bientôt capitale du Risorgimento, et à menacer de l'imposer çà et là pendant plusieurs décennies à tout fermeté libérale, depuis ses diverses places fortes. À partir de 1849, et pour différentes raisons, c'est aussi la France de Louis-Napoléon, bientôt Napoléon III, qui pratiquera une politique interventionniste sur la péninsule, alternant répression et protection. On peut dès lors comprendre comment et pourquoi l'indépendance nationale à l'égard de l'étranger va devenir la hantise et le moteur des patriotes des différents courants, en liaison directe avec une extension territoriale régentée par cette « unité » qui rendrait enfin effective l'indépendance. On comprend aussi pourquoi nombre de partisans de Giuseppe Mazzini – le Père de la patrie –, dont le plus illustre représentant sera Giuseppe Garibaldi, renoncèrent, du moins en cette période, à la République : en raison de ces objectifs jugés prioritaires que sont l'unité et l'indépendance d'un État italien.

Absence donc, durant des siècles, d'une force centralisatrice, d'un État monarchique capable d'aimer la fidélité et les dépendances ; coprésence cependant, durant des siècles, de différents États, plus ou moins étendus, en équilibre armé les uns par rapport aux autres, et aux frontières mobiles. J'ai nommé les sept États préunitaires, à savoir ces territoires institutionnellement définis et divisés entre lesquels se joue, en un demi-siècle environ, l'épreuve de l'unification ; mais les États, les microclasses dirigeantes, la concurrence des intérêts, les sentiments de participation et d'antagonisme, les passés et les nostalgies avec lesquels les changements d'échelle doivent compter, sont bien plus que ces seuls sept résidus. La péninsule a connu trois siècles de libertés communales, entre l'an 1000 et 1300 environ ; non pas sept, ni même des dizaines, mais des centaines de bourgs se sont développés à l'échelle de villes, en se dotant de murs, de places, d'églises, de palais municipaux, d'un marché, et même de milices propres, sans oublier des sentiments civiques et des identités amèrement citadines. L'Italie – ce nom courant et millénaire de la péninsule, que même la géographie, des Alpes à la Méditerranée, aide à visualiser sous des formes distinctes – est désormais le territoire typique de la ville, « le pays aux cent villes ». Lucien Febvre montre, dans son superbe ouvrage sur *Le Rhin*<sup>1</sup>, comment ce grand fleuve européen devient lui aussi le cœur de la civilisation citadine, en rendant possible la floraison, à la fois unique et sérielle, d'une multitude de villes, souvent de petite taille, mais qui n'en sont pas moins des villes. Ce qui advient ainsi sur la péninsule fait que, même au plus vif du Risorgimento national, l'un de ses protagonistes les plus lucides (mais alors fort peu écouté), le milanais Carlo Cattaneo, tiendra à montrer comment l'Italie reste historiquement et irréductiblement caractérisée par la qualité autant que par la quantité de ses villes – c'est-à-dire par les autonomies citadines. Au point qu'il en tirera un programme fédéraliste républicain qui, mieux que des structures unitaires, pourrait respecter et garantir la variété des histoires, ainsi que les bénéfices de la participation et du civisme. Ce qui prévaut sous le Risorgimento, c'est la crainte, pas tout à fait infondée, de la prédominance des intérêts locaux comprise comme vice et fermeture par rapport à l'idée haute et virtuose d'une citoyenneté activement enracinée dans une identité locale. Le passé qui ressurgit

---

1. L. Febvre, *Le Rhin. Histoire, mythes et réalités*, Paris, Armand Colin, 1935.

précisément avec le Risorgimento, devenant dès lors le fondement et la preuve de l'existence de la nation italienne, ne ressurgit que pour être en même temps nié. C'est que, s'il développe bien un sentiment d'orgueil et d'appartenance, au nom des gloires militaires et des vertus républicaines de la Rome antique, puis de la prospérité mercantile de l'époque communale et seigneuriale, des arts et de la culture renaissants, qui sont ceux de Dante et de Michel-Ange, de Giotto et de Raphaël, ce passé n'en expose pas moins de manière drastique l'incapacité de ces dispositifs institutionnels – avec en tête les communes, puis les seigneuries des *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles – à soutenir la confrontation politique et militaire, à une époque où, ailleurs en Europe, sont en train de se former les grandes monarchies absolues. Que les États de la péninsule restent cramponnés à des formules et à des échelles politiques différentes, la transformant en un territoire de conquête facile pour les armées impériales, françaises ou espagnoles, c'est ce qui marquera presque partout la fin de son indépendance politique. L'absence d'unité territoriale, qui aura perduré jusqu'aux *xvii<sup>e</sup>* et *xviii<sup>e</sup>* siècles, représentera toujours aux yeux des patriotes du *xix<sup>e</sup>* siècle un héritage trop lourd – celui, pour le dire en des termes plus actuels, d'« un passé qui ne passe pas » ou qui aura bien du mal à passer. Cette dépendance collective consolidée à l'égard de « l'étranger » – bien que dans une période marquée par un certain cosmopolitisme, au-delà de la prédominance des intérêts locaux –, ajoutée à l'impitoyable présence autrichienne durant les quarante années qui suivent la réorganisation de l'Europe décrétée par le congrès de Vienne, contribuent dans le siècle romantique à susciter et à propager l'idée que la Nation ne se restaure qu'en expulsant l'« étranger » hors de chez soi<sup>1</sup> : un étranger que les circonstances concrétisent de manière durable sous la figure de l'Autriche, puis, par extension, sous celle des Allemands, alors que l'image de l'autre grand et encombrant voisin – la France et les Français – ne cessera d'osciller selon les périodes et selon les tendances politiques. En réalité, l'option nationale divise la péninsule, les classes, les groupes dirigeants, et jusqu'aux familles elles-mêmes – souvent sous la forme d'un conflit de générations entre des enfants novateurs et des pères conservateurs ; et la question de savoir ce que peut bien

---

1. On trouvera une synthèse à la fois innovante et récente dans l'ouvrage d'A. Banti, *La nazione del Risorgimento*, Turin, Einaudi, 2000.

vouloir dire se sentir « italien » et se comporter comme tel, est loin de pouvoir se résoudre en une opposition tranchée entre « patriotes » et « renégats ». Ce n'est là que rhétorique et convention et, naturellement, rhétoriques et conventions trouvent leurs raisons d'être dans la sollicitation des émotions et dans la légitimation des actions, quand émotions et actions peuvent impliquer la prison ferme ou la potence, et sédimenter par la suite et la mémoire et les discours publics.

La construction de l'État unitaire affronte, et par conséquent rencontre des forces d'inertie et parfois même des contre-pouvoirs dans le cas spécifique de l'histoire italienne : le développement florissant des autonomies, le caractère multiple des lieux qui, en dernière instance, signifie aussi de manière concrète que sept capitales, sept classes dirigeantes, sept corps diplomatiques, sept armées, etc., doivent se résoudre en un seul – avec tout ce que cela peut entraîner au niveau local comme conséquences matérielles et symboliques, pour d'ex-capitales réduites purement et simplement à l'état de provinces. En 1864, Turin cédera à contrecœur – entre résistances et manifestations sanglantes – son rôle provisoire de capitale à Florence ; et si, entre 1870 et 1871, le transfert de la capitale à Rome est prévu dans des conditions idéales, il n'impliquera aucune forme d'identification cordiale et unanime<sup>1</sup>. Malgré la forte dimension symbolique de la République romaine de 1849 – écrasée dans le sang au terme d'un siège mené par l'intervention des troupes de Napoléon, dans le but de faire oublier ses propres erreurs de jeunesse et d'y gagner un certain crédit tant auprès des hiérarchies catholiques qu'auprès des forces de l'ordre –, le peuple romain se verra tout bonnement soumis au gouvernement des prélats, et il ne fera pas grand-chose pour démontrer concrètement sa volonté de libérer Rome. C'est cette volonté qui tout à la fois inspirera les programmes et enflammera les âmes des volontaires garibaldiens (en 1862 et en 1867, même si les tentatives menées pour couronner le Risorgimento par la prise de Rome ne parviendront à se concrétiser que le 20 septembre 1870, non pas grâce au Parti d'action, mais grâce à l'armée du royaume, dirigée désormais par le parti modéré).

---

1. Cf. Alberto Caracciolo, « Roma », in M. Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria. Simboli e miti dell'Italia unita*, Bari-Rome, Laterza, 1996, p. 163-172.